

Dossier démographie

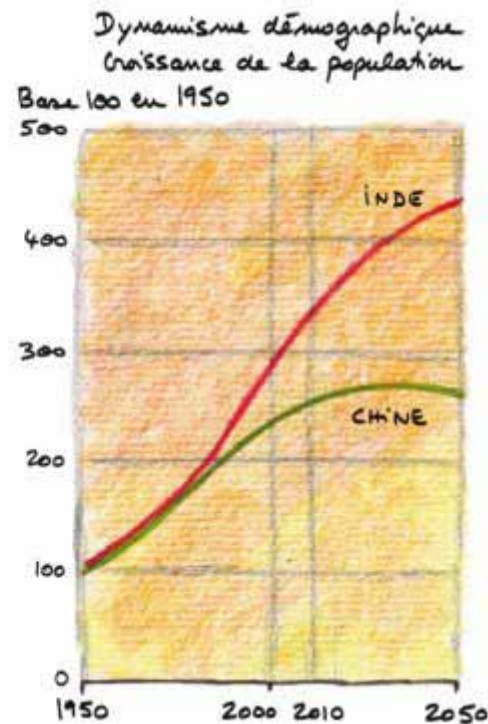
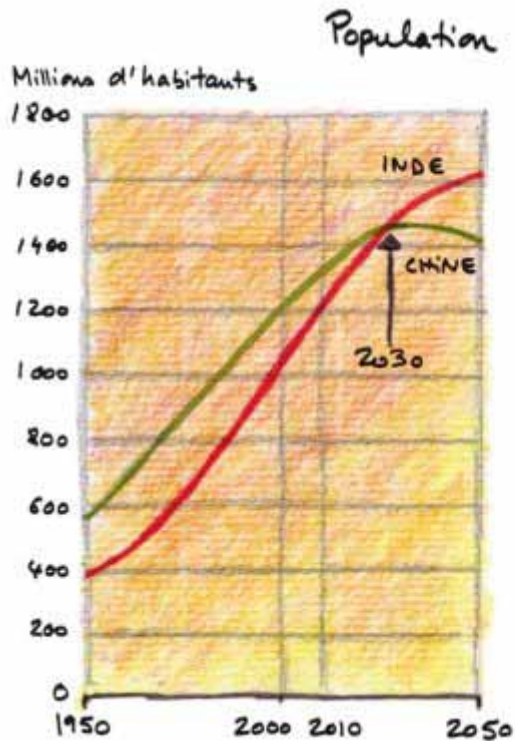
Des chiffres et des hommes » (juin 2011)

Le Monde diplomatique

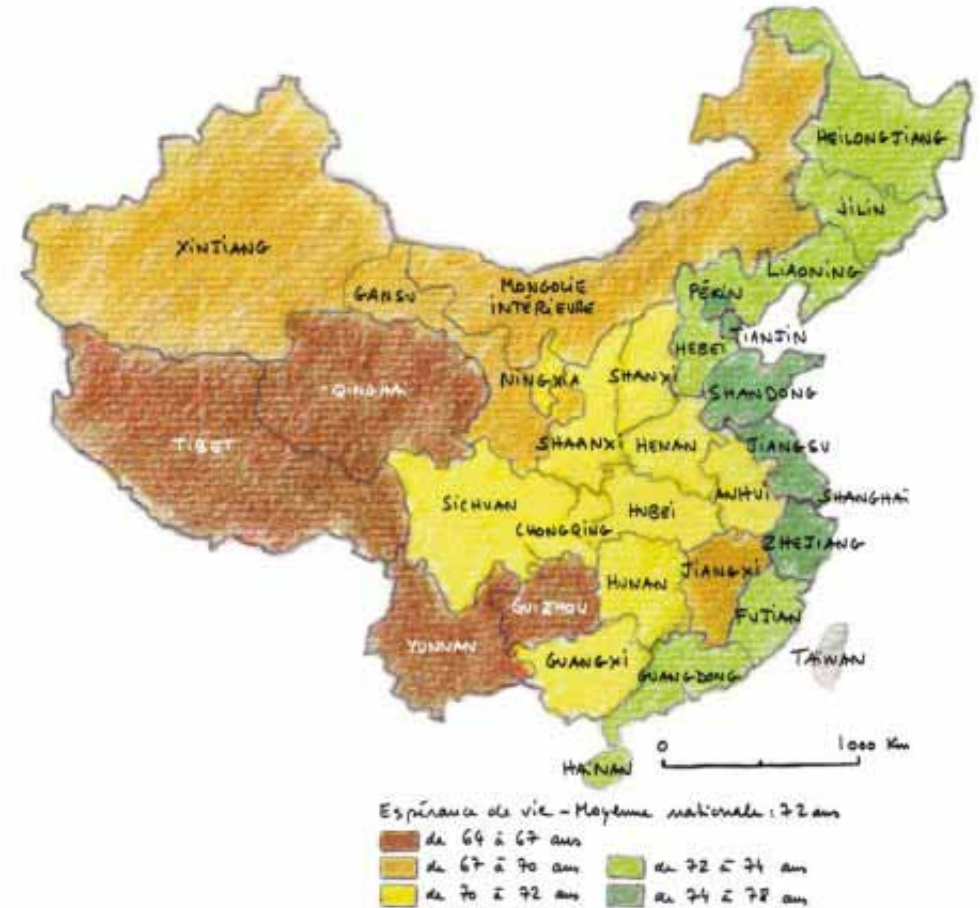
www.monde-diplomatique.fr/2011/06/A/20712

Epidémies, guerres, chaos politique, habitudes culturelles... autant de facteurs qui orientent la démographie d'un pays. En Russie, la population avait décliné avant l'implosion de l'URSS, mais la « *thérapie de choc* » a accéléré la chute (« *La Russie en voie de dépeuplement* »). Dans les pays arabes, le poids de la jeunesse a contribué à la révolte (« *Le temps de la jeunesse arabe* »). La vision que les peuples ont d'eux-mêmes influe également sur leur nombre. A certaines époques, la peur de la surpopulation a envahi les esprits, tandis qu'à d'autres c'est la crainte du dépeuplement qui a dominé (« *Une planète trop peuplée ?* »). En Chine, la grande inquiétude vient du vieillissement accéléré (« *Quand la Chine grisonnera* »). Partout, la part croissante des personnes âgées constitue l'une des caractéristiques majeures du XXIe siècle (« *Fausses évidences sur la population mondiale* »).

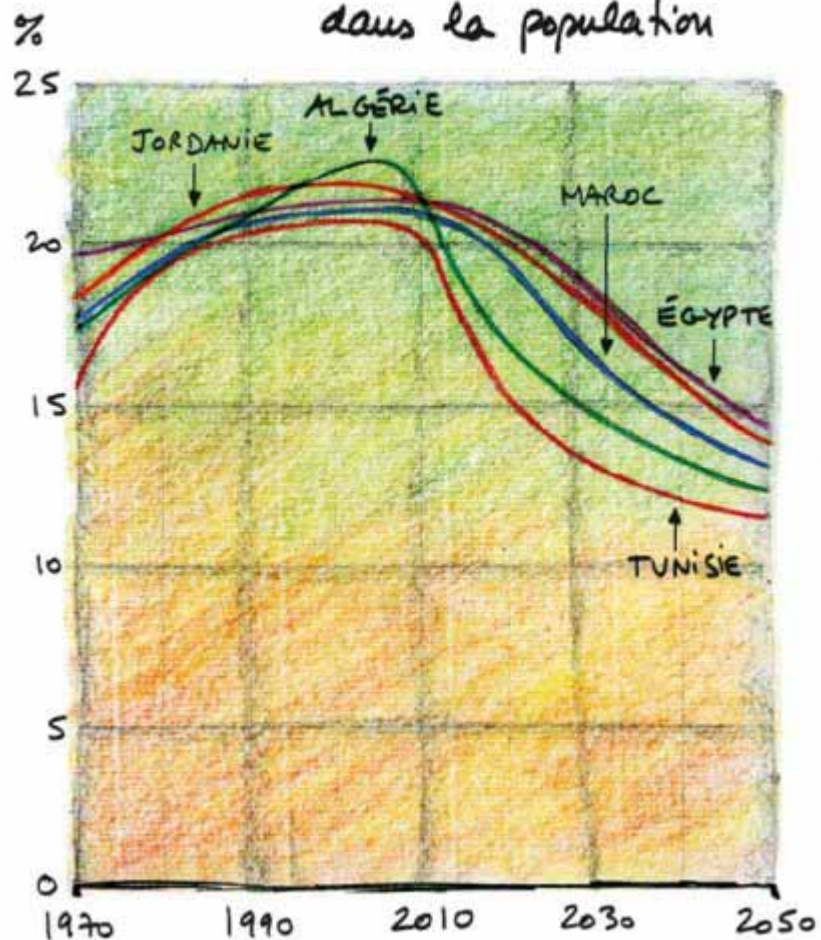
Cartes (Philippe Rekacewicz)



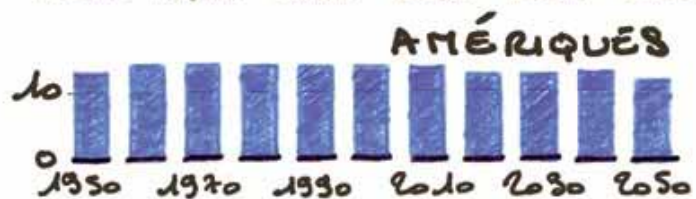
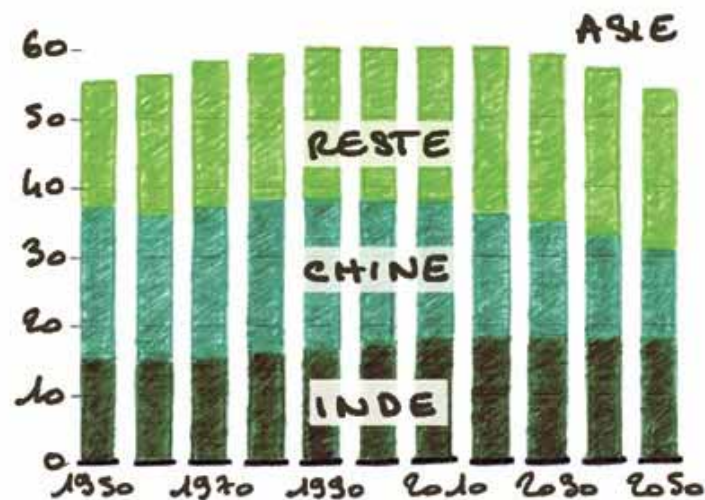
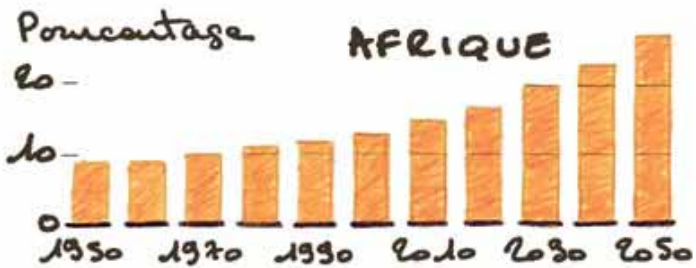
En Chine, d'importants écarts démographiques



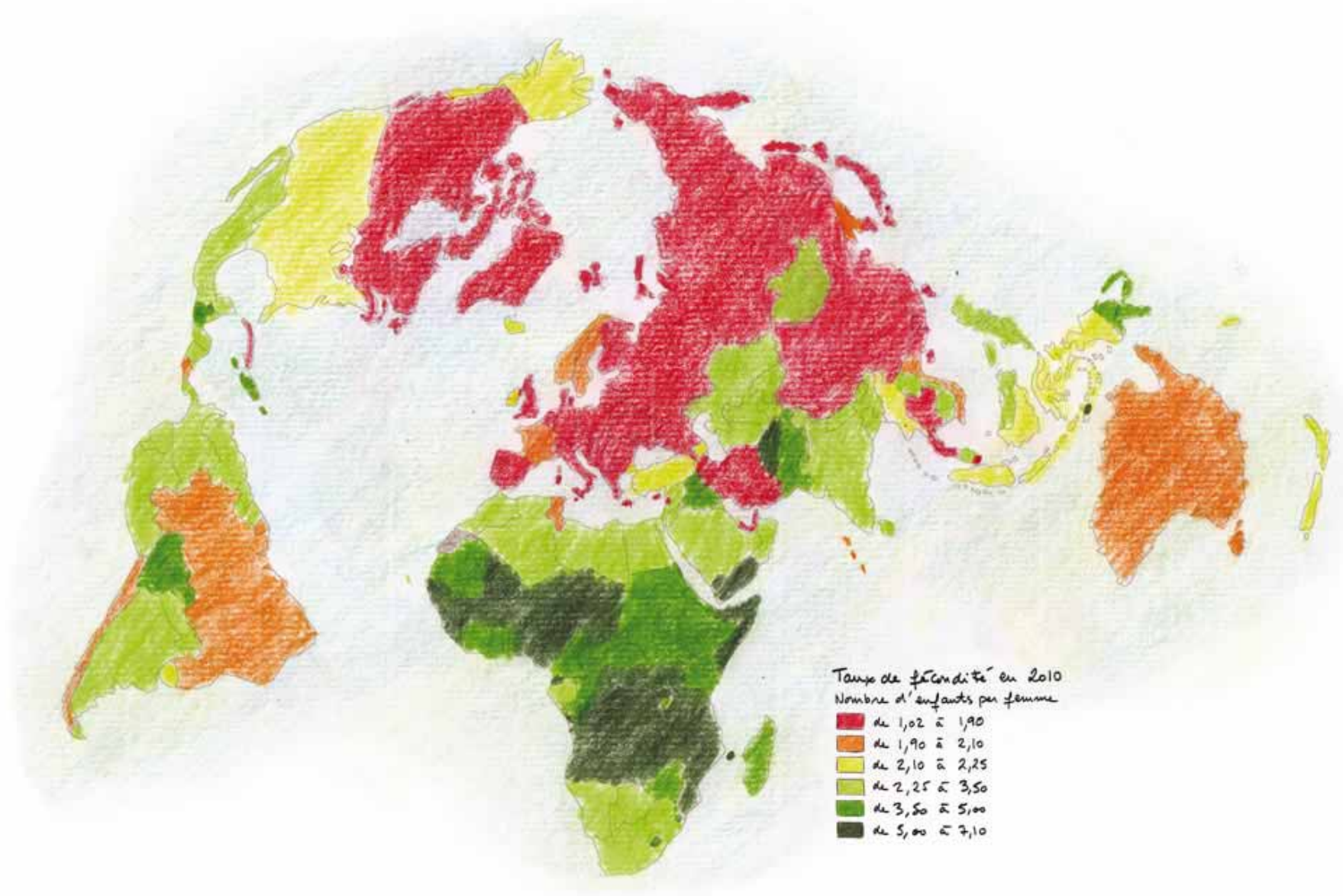
Part des 15-24 ans dans la population

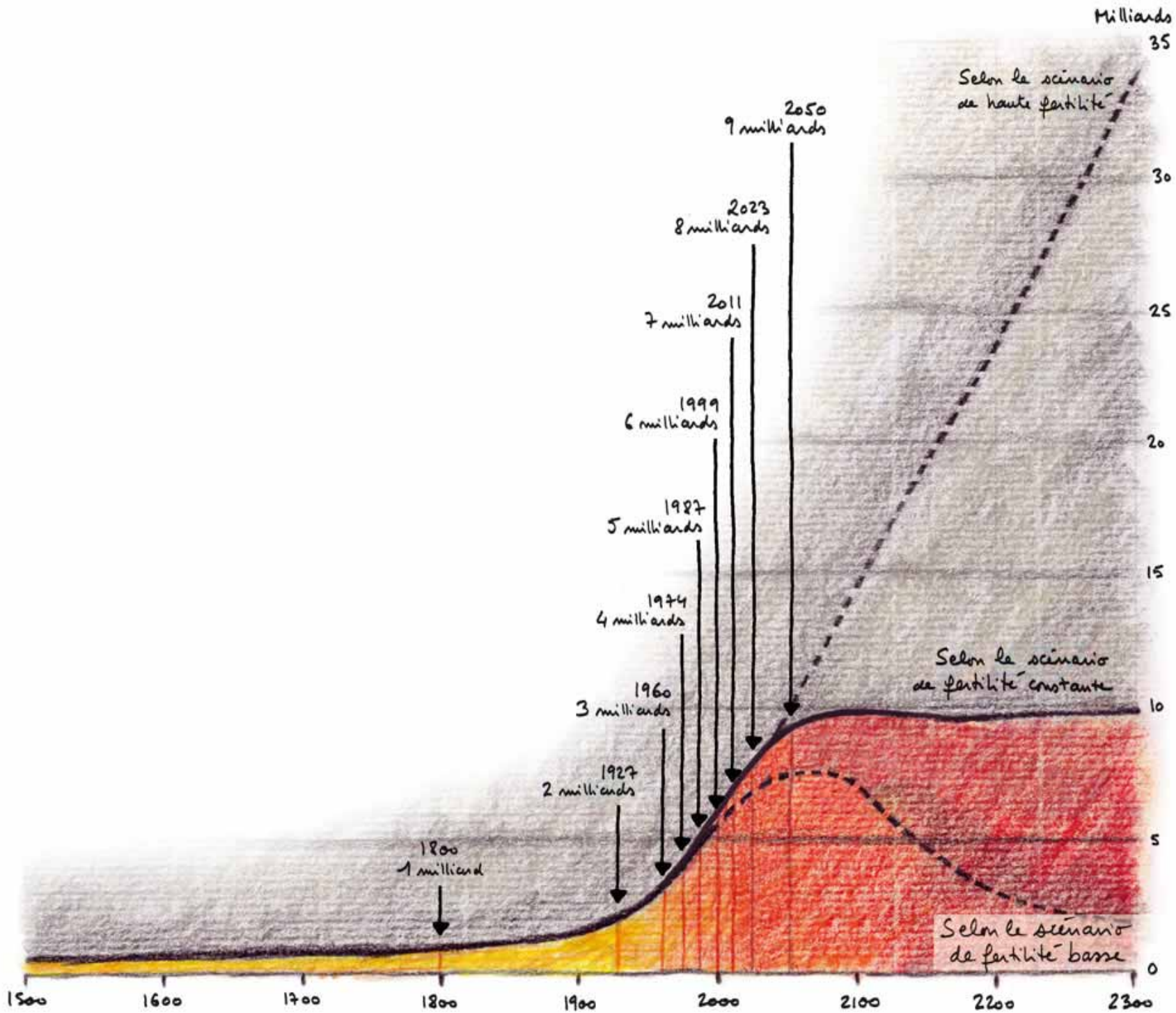


Répartition de la population mondiale

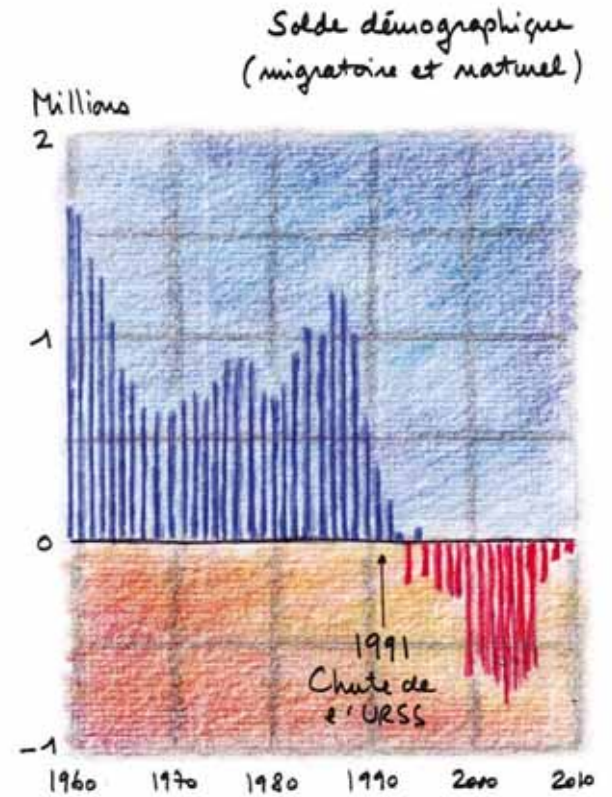
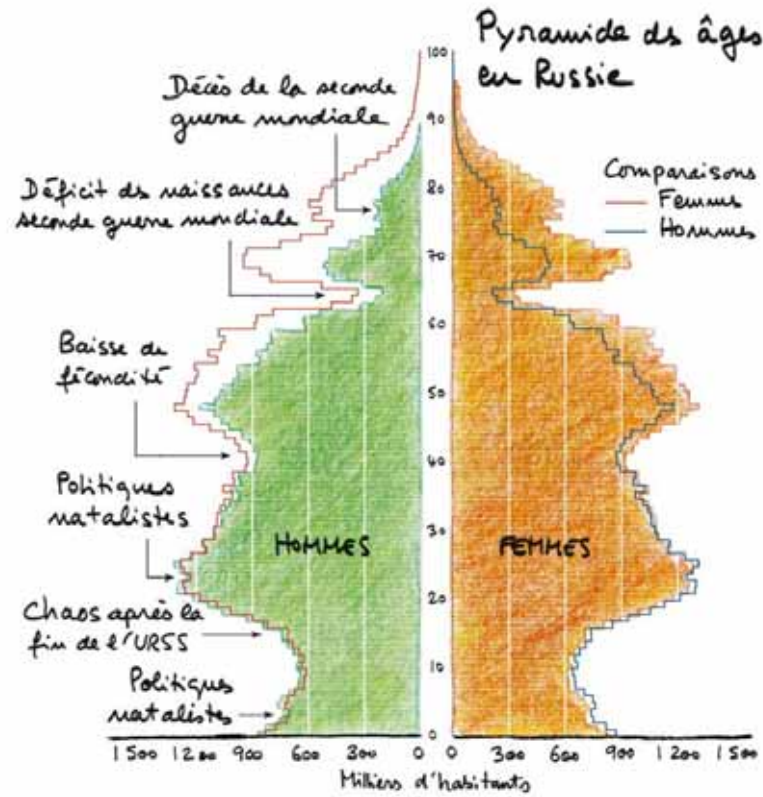
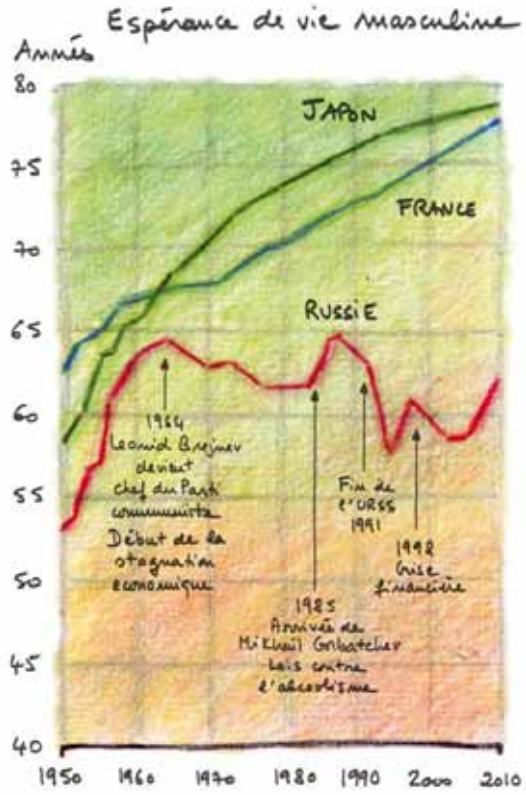


Une planète trop peuplée ?





Le dépeuplement de la Russie



Une planète trop peuplée ?

Longtemps, les dirigeants politiques ont scruté l'évolution de leur population, confondant nombre et puissance. Le XXI^e siècle sera marqué par la question du vieillissement, tandis que resurgit le mythe millénaire de la surpopulation.

par **Georges Minois**, juin 2011

Le spectre de la surpopulation a refait surface en 2008, à la faveur d'une baisse des stocks alimentaires mondiaux et en raison de la dégradation accélérée de l'environnement. Un coup d'œil à certains chiffres n'a rien de rassurant : 218 000 bouches supplémentaires à nourrir chaque jour dans le monde, 80 millions chaque année, un effectif global de presque 7 milliards, une consommation qui augmente... La population semble peser bien lourd sur les ressources de la planète.

L'humanité n'a pourtant pas attendu le début du XXI^e siècle pour s'inquiéter du surpeuplement. Quatre siècles avant notre ère, alors que le monde comptait moins de 200 millions d'habitants, Platon et Aristote recommandaient aux Etats de réglementer strictement la natalité : c'est dire que la notion de surpeuplement est plus une question de culture que de chiffres. Depuis le « *Croissez et multipliez* » biblique, on voit s'affronter populationnistes et partisans d'une maîtrise de la natalité. Les premiers dénoncent la surpopulation comme une illusion ; les seconds mettent en garde contre ses conséquences.

Pendant très longtemps, on n'a pas disposé de statistiques. Faute de pouvoir reposer sur des chiffres fiables, le débat était avant tout philosophique, religieux ou politique. Aujourd'hui encore, en dépit de la masse de données dont nous disposons, ce sont toujours très largement les orientations idéologiques et religieuses qui guident les partis pris. Parler de surpeuplement touche aux convictions fondamentales concernant la vie et sa valeur. D'où la passion avec laquelle le sujet est abordé.

On a du mal à imaginer que le Moyen Age, avec ses guerres, ses pestes, sa mortalité infantile, ait pu envisager le problème de la surpopulation, tant la mort semble omniprésente. Pourtant, aussi surprenant soit-il, il a connu des moments de surpopulation relative (compte tenu des capacités à nourrir les populations), amenant même les théologiens à nuancer leurs positions...

Les considérations morales sur la chasteté ou sur la supériorité de la virginité se sont également invitées dans les débats. Il en a été de même avec la licéité des pratiques contraceptives. Enfin, les interdits bibliques sur l'onanisme (le crime d'Onan, épanchant sa semence à terre) ont longtemps pesé sur les discussions.

Il y a quarante mille ans, avec 500 000 habitants pour la Terre entière, la menace de surpopulation pouvait sembler bien lointaine. Pourtant, les chasseurs avaient besoin d'un espace vital assurant leur ravitaillement en gibier : de 10 à 25 kilomètres carrés par personne en moyenne, ce qui limitait sérieusement la taille de chaque groupe. Au-delà de 25 à 50 personnes vivant exclusivement de la chasse et de la cueillette, le groupe s'exposait à de grosses difficultés de ravitaillement. Le surpeuplement est bien une notion à géométrie variable, étroitement liée aux ressources disponibles. Toutefois, sa représentation populaire est toujours celle de personnes serrées comme des sardines dans un espace réduit.

Le nombre devient vite une obsession. Dans les cités grecques, le relief impose un cloisonnement : chaque bassin s'organise en cité indépendante, en autant de cellules closes de dimensions réduites, où la pression humaine est fortement ressentie ; cette situation facilite la prise de conscience du facteur démographique. Le climat politique est peu favorable à la natalité.

« *Quand il y a trop de citoyens, ils échappent au contrôle* »

Dans deux de ses principaux dialogues, *La République* et *Les Lois*, Platon définit une population optimale en fonction de l'espace et des ressources disponibles, et décrit les modes d'organisation et de fonctionnement social — souvent à l'extrême limite de ce qui est réaliste — nécessaires pour y parvenir. Même démarche chez Aristote dans *La Politique* : « *Ce qui fait la grandeur d'une cité, ce n'est pas qu'elle soit populeuse (1).* » De toute façon, selon lui, « *un nombre trop important ne peut admettre l'ordre : quand il y a trop de citoyens, ils échappent au contrôle, les gens ne se connaissent pas, ce qui favorise la criminalité. De plus, il est facile aux étrangers et aux métèques d'usurper le droit de cité, en passant inaperçus du fait de leur nombre excessif (2)* ». Et puis, beaucoup de monde, c'est beaucoup de pauvres, avec le danger qu'ils se révoltent. Ce ne sont pas tant les ressources ou la nourriture qui inquiètent Aristote, mais le maintien de l'ordre. La pensée démographique grecque pose déjà les termes du débat tels qu'on les retrouve dans la période moderne et contemporaine. Elle est eugéniste, malthusienne et... xénophobe !

Avec l'extension de la domination romaine, on change d'échelle, mais pas nécessairement de mentalité. La politique des gouvernements est plutôt nataliste. Ce qui constitue à la fois une nouveauté et un échec, car la fécondité romaine restera toujours faible par rapport à celle d'autres civilisations, comme en témoigne Tite-Live : « *La Gaule était si riche et si peuplée que sa population, trop nombreuse, semblait difficile à maintenir. Le roi, déjà âgé, voulant décharger le royaume de cette multitude qui l'écrasait, envoya ses deux neveux de par le monde pour trouver de nouvelles terres (3).* » Propagande politique : trop nombreux, ils agressent leurs voisins les Romains, justifiant en réponse l'invasion de la Gaule.

Avec le christianisme, entre les III^e et Ve siècles de notre ère, les autorités abandonnent tout interventionnisme. La question de la procréation passe du domaine civique et politique au registre religieux et moral. Un vif débat s'engagera autour des mérites respectifs de la virginité, présentée comme une vertu suprême que l'on exalte, du mariage, que l'on disqualifie en favorisant l'ascétisme, et du remariage, que l'on punit.

Dans cette atmosphère austère, la question est tout de même posée : faut-il peupler ou dépeupler ? Etre fécond ou abstinent ? Pour les chrétiens, la réponse ne peut se trouver que dans la parole divine. Mais les écrits bibliques se contredisent... Le travail des Pères de l'Eglise sera de montrer, à force d'acrobaties et de contorsions rhétoriques, que ces contradictions n'en sont pas, et que Dieu n'a qu'une parole, même s'il a donné l'ordre à Adam et Eve de se multiplier et fait dire ensuite à saint Paul, dans le Nouveau Testament : « *Il est bon pour l'homme de s'abstenir de sa femme.* » La tâche n'est pas facile, mais, pour les théologiens, rien n'est impossible. L'Ancien Testament, lui, est sans ambiguïté : « *Croissez, multipliez, soyez féconds.* »

Le relatif surpeuplement du Moyen Âge a des effets très concrets. Dès la fin du XI^e siècle, les Occidentaux savent exploiter le poids du nombre. Ils prennent conscience de leur supériorité numérique et en font une arme. Le pape Urbain II, en 1095, envoie des hordes de chevaliers sur Jérusalem. Toute l'épopée des croisades est sous-tendue par un flux continu d'ouest en est qui n'aurait pas été possible sans un surplus de population au sein de la chrétienté.

Ainsi ira le monde occidental jusqu'au début du XIX^e siècle. Hommes d'Église, intellectuels, théologiens, philosophes et écrivains vont se relayer pour théoriser sur la question démographique, naviguant entre la peur du trop-plein et le traumatisme du grand vide, les utopies populationnistes et l'inébranlable foi dans l'ordre divin comme puissance régulatrice de la présence des êtres humains sur Terre. Le vulgum pecus, le peuple, est perçu tour à tour comme un fléau et comme une richesse. Chacun développe ses explications et formule ses recommandations, bien que l'outil statistique reste très déficient. Sous-peuplement, surpeuplement : au cours des siècles, la bataille fait rage entre ceux qui pensent que l'un est plus risqué que l'autre pour la survie de l'espèce humaine.

Compter les individus avec Malthus ou répartir les richesses avec Marx ?

L'œuvre de Thomas Robert Malthus (4), à la charnière des XVIII^e et XIX^e siècles, marque un seuil dans l'histoire des théories démographiques. La population, affirme l'économiste et pasteur britannique, augmente beaucoup plus vite que la production alimentaire, ce qui, inévitablement, conduira à la surpopulation et à la famine à grande échelle. Soit on laisse faire, et les conséquences seront brutales et douloureuses, la nature se chargeant d'éliminer l'« excédent humain » ; soit on contrôle la natalité, en commençant par supprimer toute aide aux pauvres afin de les « responsabiliser » — l'attitude « responsable » étant de ne se marier et de n'avoir des enfants que lorsqu'on a les moyens de les nourrir et de les éduquer. Selon Malthus, la diffusion rapide de la misère est un risque pour l'humanité ; il faut donc l'éradiquer.

Pierre-Joseph Proudhon lui répond qu'il n'y a pas de problème de surpeuplement. Si la misère se propage, c'est à cause du système inique de la propriété qui confère à certains un pouvoir injuste sur d'autres. Karl Marx, guère intéressé par la question démographique elle-même, considère Malthus comme un ennemi de la classe ouvrière et le traite d'« insolent sycophante des classes dirigeantes, coupable de péché contre la science et de diffamation à l'encontre de la race humaine (5) ». Il lui reproche de croire en un « principe de population », loi naturelle absolue, valable toujours et partout, qui ferait que la population progresse toujours plus vite que les ressources : « Cette loi de population abstraite n'existe que pour les plantes et les animaux, tant qu'il n'y a pas d'intervention historique de l'homme. Ce qui compte, ce n'est pas le nombre d'êtres humains, mais la répartition des richesses (6). »

Ces débats se poursuivent jusqu'au milieu du XX^e siècle, date à laquelle l'humanité s'engage dans une croissance effrénée : 3 milliards de personnes en 1960 ; 6,1 milliards en 2000. Ce n'est plus une croissance, c'est une explosion. Les démographes, économistes, géographes, mais aussi philosophes, historiens, ethnologues, et bien sûr les politiciens, se déchirent sur l'interprétation du phénomène. Aux défenseurs de la vie proliférante, indépendamment de sa qualité, les réalistes opposent la nécessaire

maîtrise de la procréation. Les uns nient le concept de surpeuplement, parlant d'inégalités de développement ; les autres dénoncent la folie meurtrière des natalistes, qui condamnent des centaines de millions d'hommes à mourir de faim. À partir des années 1980, les enjeux environnementaux et écologiques commencent à être mieux pris en compte.

Au début du XXI^e siècle, les antimalthusiens se veulent rassurants, en s'appuyant sur les phénomènes de transition démographique en cours : les taux de fécondité s'effondrent partout, y compris dans les pays très pauvres. Cela ne fait que confirmer la « révolution démographique » évoquée en 1934 par Adolphe Landry, qui a montré que désormais, avec l'énorme accroissement de la production des biens, le problème du rapport population/ressources était dépassé. Dès lors, ce que l'on définit comme population optimale fait appel à la notion culturelle de bonheur, notion qualitative, et non plus quantitative.

Ainsi, la population se stabiliserait autour de 9 milliards vers 2050 et de 10 milliards vers 2150. Puisque cette planète, assurent une majorité de démographes, pourrait nourrir 10 milliards d'habitants, comment pourrait-elle être surpeuplée avec 7 milliards ? S'il y a 1 milliard de sous-alimentés et deux fois plus de pauvres sur la planète, ce n'est peut-être, après tout, qu'en raison d'une mauvaise répartition des ressources. Mais est-il souhaitable d'atteindre ce chiffre ? L'entassement de 10 milliards d'hommes, même bien nourris, reste un entassement...

En 1997, Salman Rushdie écrivait une *Lettre au six milliardième citoyen du monde* (7) qui devait naître dans l'année : « En tant que membre le plus récent d'une espèce particulièrement curieuse, tu te poseras bientôt les deux questions à 64 000 dollars [produit intérieur brut par personne approximatif aux États-Unis] que les autres 5 999 999 999 se posent depuis un certain temps : comment en sommes-nous arrivés là ? Et, maintenant que nous y sommes, comment y vivrons-nous ? On te suggérera sans doute que la réponse à la question des origines exige que tu croies à l'existence d'un Être invisible, ineffable, "là-haut", à un créateur omnipotent que nous, pauvres créatures, ne pouvons percevoir, et encore moins comprendre... A cause de cette foi, il a été impossible en de nombreux pays d'empêcher le nombre des humains de croître de façon alarmante. Le surpeuplement de la planète est dû au moins en partie à la folie des guides spirituels de l'humanité. Au cours de ta vie, tu verras sans doute l'arrivée du neuf milliardième citoyen du monde. Et si trop d'hommes naissent en partie à cause de l'opposition religieuse au contrôle des naissances, beaucoup de gens meurent aussi à cause des religions... »

Quatorze ans plus tard, en 2011, ou, au plus tard, au début de 2012, on attend l'arrivée du sept milliardième citoyen du monde. Ce petit dernier a sept chances sur dix de naître dans un pays pauvre, au sein d'une famille défavorisée. Faudra-t-il lui envoyer un courrier de bienvenue ou une lettre d'excuses ?

Georges Minois

Historien. Ce texte est issu de son dernier livre, *Le Poids du nombre. L'obsession du surpeuplement dans l'histoire*, Perrin, Paris, 2011.

(1) Aristote, *La Politique*, VII, 4, 1326 a.

(2) *Ibid.*

(3) Tite-Live, *Histoire de Rome*.

(4) Thomas Robert Malthus, *Essai sur le principe de population*.

(5) Karl Marx, *Le Capital*.

(6) *Ibid.*

(7) Salman Rushdie, « Imagine there's no heaven : A letter to the six billionth world citizen », lettre aux Nations unies reproduite par Christopher Hitchens dans *The Portable Atheist*, Da Capo Press, Philadelphie, 2007.

Fausses évidences sur la population mondiale

par **Gérard-François Dumont**, juin 2011

Démographie, que de poncifs on répand en ton nom...

« L'humanité connaît une natalité débridée. » Non, car depuis plusieurs décennies les taux de natalité diminuent nettement et partout, sous l'effet de ce qu'il est convenu d'appeler la « transition démographique » (*voir le glossaire*), période durant laquelle une population voit baisser une natalité et une mortalité auparavant très élevées.

« Il faut craindre une véritable explosion démographique. » Qu'on se rassure : la bombe ne sautera pas. Le phénomène majeur du XXI^e siècle ne sera pas la croissance rapide de la population, mais son vieillissement.

« Nous allons vivre sur une Terre écrasée par la surpopulation. » Non, à nouveau, car la concentration humaine sur de petits territoires, induite par l'urbanisation, entraîne le dépeuplement d'autres régions.

« Les vagues migratoires Sud-Nord vont nous submerger. » C'est ignorer que les nouvelles logiques migratoires engendrent des mobilités dans tous les sens, dont de très importantes migrations Sud-Sud.

En somme, la « population mondiale » n'existe pas : elle est un agrégat sans signification, addition de réalités si différentes que l'évoquer revient à mélanger pommes et cerises. La Guinée et le Portugal ont pratiquement le même niveau de peuplement (respectivement 10,8 et 10,7 millions d'habitants (1)). Faut-il en déduire que ces deux pays occupent une place semblable dans la démographie mondiale ? A leur sujet, tous les indicateurs divergent : le taux d'accroissement naturel de la Guinée, par exemple, est largement positif (+ 3 %), celui du Portugal négatif (– 0,1 %).

Présenter les indicateurs démographiques de la population mondiale, c'est gommer les dynamiques propres : celles de pays à taux de natalité élevé et faible espérance de vie, comme le Niger et le Mali, ou celles de pays dont le taux de natalité est si faible qu'il ne compense pas le taux de mortalité, comme la Russie ou le Japon. Dans le cas nippon, la hausse sensible de la mortalité dans les années 2000 n'est pas due à des comportements mortifères ou à une détérioration du système sanitaire, mais exclusivement au vieillissement. La situation est différente en Russie (*lire « La Russie en voie de dépeuplement »*).

Le monde est composé de populations diverses, aux indicateurs démographiques différents et aux modes de peuplement variés, comme le montrent les extraordinaires variations de la densité (de 1 141 habitants par kilomètre carré au Bangladesh à 5,9 au Gabon). Là aussi : considérer l'agrégat moyen de cette variété, c'est se condamner à ne rien voir.

Le XX^e siècle a été témoin d'une évolution sans précédent : le peuplement de la terre a quadruplé (de 1,6 milliard de personnes en 1900 à 6,1 milliards en 2000). Cette croissance résulta de l'addition de trois phénomènes. Dès la fin du XVIII^e siècle, certains pays de l'hémisphère Nord avaient commencé à connaître une baisse de la mortalité (infantile, infanto-adolescente et maternelle) qui, au XIX^e puis au XX^e siècle, s'est généralisée aux pays du Sud (en Inde, par exemple, à partir des années 1920). Les raisons : avancées médicales et pharmaceutiques, diffusion de comportements hygiéniques et progrès technique agricole ayant permis une alimentation plus régulière et plus variée. En deux siècles, la part des nouveau-nés mourant avant l'âge de 1 an a baissé de 80 % en moyenne dans le monde, mais elle a été divisée par cinquante dans les pays les plus développés. La mortalité des jeunes enfants et des adolescents a diminué de manière encore plus forte, de même que celle des femmes en couches, avec pour résultat un changement dans la balance des sexes : le sexe dit « faible » est devenu démographiquement le plus fort.

Par ailleurs, les personnes âgées vivent plus longtemps, grâce à l'amélioration, depuis les années 1970, de la médecine et des infrastructures sanitaires. La mécanisation d'un certain nombre de tâches a en outre apporté de meilleures conditions de travail, contribuant à accroître l'espérance de vie, qui a presque doublé en un siècle (de 37 ans en 1900 à 69 ans en 2010).

La baisse sans précédent de la fécondité provoque une nette décélération démographique : le taux annuel moyen d'accroissement est passé du maximum historique de plus de 2 % à la fin des années 1960 (nombre de pays se trouvaient alors au milieu de leur transition démographique) à 1,2 % en 2010. En cinquante ans, la population mondiale a ainsi fortement augmenté : 2,5 milliards en 1950, 6,1 milliards en 2000. Selon la projection moyenne de l'Organisation des Nations unies (ONU), elle devrait s'élever à 9 milliards en 2050. Faut-il pour autant parler de surnombre ? Si ces 9 milliards migraient en totalité aux Etats-Unis, laissant tout le reste de la Terre désert, la densité des Etats-Unis serait encore inférieure à celle de la région Ile-de-France...

Phénomène inédit, le vieillissement marquera le XXI^e siècle. Il peut être mesuré soit par l'augmentation de la proportion de personnes âgées de 65 ans et plus (5,2 % en 1950, 7,6 % en 2010 et 16,2 % en 2050 selon les prévisions de l'ONU (2)), soit par l'évolution de l'âge médian (24 ans en 1950, 29 ans en 2010 et environ 38 ans en 2050 (3)). Par le haut, l'accroissement de l'espérance de vie élargit le cercle du troisième âge. Par le bas, la baisse de la fécondité minore les effectifs des jeunes ; ses effets sont particulièrement importants dans les pays en phase d'hiver démographique, ceux dont la fécondité est depuis plusieurs décennies nettement en dessous du seuil de remplacement des générations (soit en moyenne 2,1 enfants par femme). Dans le cas de ces pays, seule une relance considérable de la fécondité (et pas trop tardive, car le nombre de femmes en âge de procréer diminue sensiblement) ou des apports migratoires de populations jeunes et fécondes pourraient permettre d'atteindre le seuil de simple remplacement des générations.

Il faut aussi tenir compte de l'augmentation du nombre absolu de personnes âgées — ce que l'on appelle la « gérontocroissance » : 130 millions en 1950, 417 millions en 2000, et ce nombre pourrait atteindre 1,486 milliard en 2050. Cette distinction entre vieillissement et gérontocroissance permet de saisir les évolutions très contrastées selon les pays. Dans certains, ces deux phénomènes n'évoluent pas de façon identique, sous

l'effet, par exemple, d'un système migratoire apportant des populations jeunes et éloignant les populations âgées.

L'urbanisation apparaît comme un autre phénomène majeur. En 2008, selon les chiffres des Nations unies (discutés dans leurs modalités, mais pas sur le fond), les habitants des villes ont pour la première fois dépassé en nombre les ruraux (4). C'est le grand paradoxe du XXI^e siècle : jamais la population mondiale n'a été si nombreuse, et jamais elle ne s'est autant concentrée dans des espaces si petits : le monde se « métropolise » inexorablement sous l'effet d'une sorte de moteur à trois temps. Le premier tient à la montée du secteur tertiaire dans les espaces urbains les plus peuplés, y attirant des actifs devenus disponibles du fait de l'accroissement de la productivité agricole. Le deuxième vient du souhait des ménages d'avoir une palette élargie de possibilités d'emploi, dans un contexte de diversité croissante des métiers, de mobilité professionnelle volontaire ou contrainte, ou de pauvreté dans le monde rural. Enfin, les métropoles sont les territoires qui répondent le mieux à la mise en place de l'« espace monde » en facilitant grandement les connexions. Elles disposent d'une attractivité liée à leur degré d'importance politique, lequel dépend de leur statut institutionnel (capitale régionale, nationale, sièges d'institutions publiques internationales). D'autant que les filiales étrangères des firmes multinationales se localisent principalement dans les grandes villes.

L'intensité de la concentration urbaine reste contrastée d'un pays à l'autre : en Inde, 29 % des habitants vivent en ville, 33 % en République démocratique du Congo, 73 % en Allemagne et 79 % aux Etats-Unis. Les facteurs en sont très variables. Le fort taux brésilien est principalement dû à l'héritage de la colonisation qui a fondé des villes chargées d'assurer le contrôle politique et économique du territoire et de centraliser l'exclusivité des échanges avec la métropole portugaise. Le faible taux chinois doit beaucoup au régime communiste, qui a longtemps fixé les travailleurs ruraux ; dans ce contexte, Pékin, avec ses 12 millions d'habitants, est une capitale peu peuplée au regard de l'importance démographique du pays. Ailleurs, les conflits ont déraciné les populations rurales, accentuant le poids démographique de villes comme Bogotà, Amman, Calcutta ou Kinshasa.

Les pays très centralisés, comme la France ou l'Iran, se sont dotés d'une armature urbaine macrocéphale, où la capitale politique est dominante dans toutes les fonctions : économiques, financières, universitaires et culturelles. D'autres pays, comme l'Espagne ou la Bolivie, ont une urbanisation bicéphale, dominée par deux villes (Madrid et Barcelone, La Paz et Santa Cruz) ; l'Allemagne est pour sa part organisée en un réseau urbain plus équilibré reliant plusieurs villes harmonieusement hiérarchisées.

Transitions démographiques en cours dans différents pays du Sud, hiver démographique dans certains pays du Nord, vieillissement de la population, urbanisation sans précédent : voilà qui dessine un paysage démographique inédit. S'y ajoute la question des circulations migratoires : 214 millions de personnes (5) résident de façon permanente dans un autre pays que celui où elles sont nées — un chiffre qui n'inclut ni les réfugiés ni les déplacés.

Contrairement aux idées reçues, les migrations sont régulières et permanentes. Et très majoritairement légales : surmédiatisées, les migrations clandestines sont statistiquement négligeables. L'histoire et la géographie ont contribué à construire des couples migratoires de pays. Ils peuvent se fonder sur une proximité géographique —

Burkina Faso et Côte d'Ivoire, Colombie et Venezuela, Mexique et Etats-Unis, Malaisie et Singapour, Italie et Suisse... — ou sur une histoire commune — Philippines et Etats-Unis, Algérie et France, Inde et Royaume-Uni, etc. — en raison des liens hérités de la colonisation et pérennisés, de jure ou de facto, après la décolonisation. Comme pour le mouvement d'urbanisation, si des facteurs politiques (guerres, conflits civils, régimes liberticides) poussent à l'émigration, les facteurs économiques en sont le moteur principal. Au XIX^e siècle, la pauvreté avait contraint de nombreux Espagnols, Suisses et Italiens à émigrer en Amérique latine. La démographie elle-même est un troisième facteur de migration : au XIX^e siècle, la France, en raison de la baisse très précoce de sa fécondité, est devenue le seul pays européen d'immigration. Au XXI^e siècle, la baisse de la population active dans différents pays développés pousse à faire appel aux immigrés, du fait du déficit de main-d'œuvre, notamment dans certaines activités mal payées.

La polarisation entre pays d'émigration et pays d'immigration a cependant perdu de sa pertinence. Les migrations sont de plus en plus circulaires : le Maroc, par exemple, est un pays d'émigration vers l'Europe et l'Amérique du Nord, un pays de transit pour des ressortissants de l'Afrique subsaharienne rejoignant l'Europe, et un pays d'immigration pour des ressortissants de l'Afrique subsaharienne qui y ont arrêté — sans l'avoir nécessairement prévu — leur cheminement migratoire. De même, l'Espagne est un pays d'émigration, en particulier vers les pays du Nord ou l'Amérique latine, un pays de transit pour des Africains se rendant en France et un pays d'immigration à partir du Maroc, de la Roumanie ou de l'Amérique andine. Au-delà de l'image cartographique que pourrait donner le solde migratoire (qui masque l'intensité des flux d'immigration et d'émigration) par pays, il apparaît aujourd'hui que la plupart des Etats assurent les trois fonctions à la fois.

Gérard-François Dumont

Professeur à l'université Paris-Sorbonne, président de la revue *Population & Avenir*.

(1) Sauf mention contraire, les chiffres sont extraits de Jean-Paul Sardon, « La population des continents et des pays », *Population & Avenir*, n° 700, Paris, novembre-décembre 2010.

(2) Chiffres de la division de la population de l'ONU.

(3) *Ibid.*

(4) Lire notre dossier « [Mégapoles à l'assaut de la planète](#) », *Le Monde diplomatique*, avril 2010.

(5) Chiffre « [International Migration 2009](#) » de la division de la population de l'ONU.

Quand la Chine grisonnera

Si le poids de sa population — et notamment celui des Chinois en âge de travailler — a constitué un atout pour le dynamisme économique du pays, son déclin relatif et la montée du nombre de personnes âgées inquiètent les dirigeants.

par **Isabelle Attané**, juin 2011

Avec 1,35 milliard de personnes en 2010, soit un habitant de la planète sur cinq, la Chine est le pays le plus peuplé du monde. Elle le restera pendant une vingtaine d'années. Dès 2030, elle devrait céder la place à l'Inde, qui compterait alors plus de

20 millions de personnes de plus qu'elle. En 1950, la Chine représentait 22 % de la population mondiale, contre moins de 20 % aujourd'hui. Cet effacement démographique relatif tient en partie au formidable essor de la population de certaines régions du monde en développement, notamment de l'Afrique, dont le poids est monté de 9 % à 15 % entre 1950 et 2010, et de l'Inde, passée de 15 % à 18 %. Mais pas seulement.

L'autre raison tient à la politique de limitation des naissances pratiquée depuis les années 1970 — la plus stricte jamais mise en œuvre sur une aussi longue durée. Après avoir prôné, pendant une petite dizaine d'années (1971-1978), deux enfants par couple dans les villes et trois dans les campagnes, le pouvoir a rapidement radicalisé son contrôle et, dès 1979, la règle de l'enfant unique a été imposée à la majeure partie de la population. A l'époque, la mesure est présentée comme la condition sine qua non pour atteindre l'objectif de modernisation économique porté, à partir de 1978, par le dirigeant réformateur Deng Xiaoping : elle permet d'allouer les ressources de l'Etat à la croissance, tout en améliorant le niveau de vie.

Alors que les Chinoises donnaient encore naissance à près de six enfants en moyenne en 1970, elles en ont actuellement moins de deux, c'est-à-dire presque aussi peu que dans les pays les plus développés de la planète. Ainsi, la population, qui grimpait de 20 millions par an au début des années 1970, ne s'est accrue que de 7,5 millions chaque année durant la décennie 2010 — soit près de trois fois moins. Au milieu du siècle, la prépondérance démographique de la Chine disparaîtra : 16 % de la population mondiale, contre 18 % pour sa rivale indienne et 22 % pour l'Afrique.

Jusqu'à présent, le ralentissement de sa croissance démographique a sans conteste constitué un formidable atout, tant pour son développement économique que pour l'amélioration globale du niveau de vie de ses habitants. En ce début de XXI^e siècle, la Chine est ainsi devenue un acteur essentiel sur la scène économique mondiale (1). Ce succès a pris sa source dans la réforme en profondeur du système de production entamée par Deng Xiaoping à la fin des années 1970, grâce à laquelle la productivité du travail s'est fortement accrue. Mais cette transition économique n'aurait pu être aussi porteuse si elle n'avait bénéficié d'une conjoncture démographique très favorable.

Depuis le milieu des années 1980, la Chine détient une carte maîtresse : un bonus démographique exceptionnel. En effet, la natalité y a fortement baissé alors même que sa population âgée reste encore, en proportion, peu nombreuse. Ainsi elle compte 2,1 adultes par personne économiquement dépendante en 2010, contre 1,3 adulte au Japon, 1,6 en Inde ou 1,8 au Brésil. A l'heure actuelle, près de 70 % des Chinois sont d'âge actif (15-59 ans), contre 56 % des Japonais, 61 % des Indiens et 66 % des Brésiliens. Mais dès 2050 ils ne seront plus que 54 % alors que l'Inde, sa concurrente la plus directe, en comptera 63 %.

Or la force actuelle de la Chine sur la scène économique mondiale tient en partie à ce contexte démographique privilégié, mais transitoire. Dès le milieu du siècle, son bonus démographique aura fait long feu, et la Chine comptera alors presque autant de dépendants que d'actifs, avec un ratio de 1,1 adulte pour une personne dépendante, deux fois moins qu'en 2010.

Les retraités sont souvent à la charge de leur famille

Ce bouleversement structurel qui se manifeste par un vieillissement exceptionnellement rapide de la population vient davantage de la réduction de la fécondité que de l'allongement de la durée de vie. Il s'agit bien là d'une particularité chinoise : un vieillissement créé de toutes pièces par la politique de contrôle des naissances qui, en restreignant le nombre des enfants, a fait mécaniquement augmenter la part des seniors. D'ici 2050, la proportion de Chinois âgés de 60 ans ou plus aura triplé, atteignant 31 %, et les seniors seront alors... 440 millions, l'équivalent de la population européenne actuelle (2). Un Chinois sur deux aura plus de 45 ans, contre un sur quatre encore en 2000. Alors, la population atteindra un niveau de vieillissement comparable à celui que connaît actuellement le Japon, pays à la proportion de population âgée la plus forte du monde. Ce qui ne sera pas sans effet sur l'économie chinoise.

L'Etat et la société devront supporter une charge financière accrue, sous le double effet d'une hausse des dépenses de retraite et de santé et d'une baisse des recettes fiscales. Si cela peut présenter certains atouts pour un pays comme le Japon qui, malgré ses 30 % de seniors, reste la troisième puissance économique mondiale, pour la Chine l'équation est plus délicate. D'une part, l'économie nipponne est principalement une économie de services : le secteur tertiaire occupe les deux tiers (68 %) de la population active (contre 27 % en Chine en 2008) et assure les trois quarts de son produit intérieur brut (PIB), contre 40 % chez son voisin. D'autre part, alors qu'au Japon, où le revenu disponible des seniors avoisine celui des actifs, le vieillissement est en passe de se transformer en dynamique d'innovation et de consommation (3), cela est loin d'être le cas en Chine : les personnes âgées, toujours largement exclues du système de retraite, ont un niveau de vie globalement faible. Tout reste à faire, ou presque.

Le régime de retraite par répartition, hérité de l'ancienne économie collective, ne bénéficie qu'à une minorité, presque exclusivement des citoyens, et n'octroie bien souvent qu'un minimum vital. L'Etat tente de mettre en place un système de protection sociale généralisé qui pourrait bénéficier à tous. Mais si quelques municipalités vont d'ores et déjà dans ce sens — certaines ayant réussi à instaurer des dispositifs privés qui fonctionnent grâce aux cotisations des entreprises et à celles des salariés —, à l'échelle du pays cela reste une gageure, en particulier dans les campagnes.

Au milieu des années 2000, seul un retraité sur quatre vivait de sa pension. Un autre quart continuait à vivre d'un revenu d'activité tandis que la moitié restante, elle, subsistait principalement grâce à un membre de la famille — souvent un enfant.

Par ailleurs, la cohabitation des générations sous un même toit, qui a longtemps été l'unique solution pour la prise en charge des personnes âgées, atteint ses limites. Si une loi datant de 1996 fait obligation aux familles, et notamment aux enfants, d'assurer la subsistance de leurs parents, la conjoncture actuelle rend ces solidarités familiales difficiles à mettre en œuvre. Avec le renversement de la pyramide des âges consécutif à l'allongement de la vie et à la forte baisse du nombre d'enfants, la charge portée par chaque actif devient insupportable. Comment un jeune Chinois, a fortiori s'il est enfant unique, peut-il, avec son épouse, assurer la subsistance de deux parents retraités — voire quatre, si l'on compte ses beaux-parents ? De plus, les modes de vie, en particulier dans les villes, se prêtent de moins en moins à une cohabitation des générations : les

logements, de plus en plus coûteux, restent exigus ; les exigences de confort et d'intimité se font de plus en plus grandes ; la vie est de plus en plus chère.

En outre, le marché du travail oblige bien souvent les jeunes gens à quitter leur localité de naissance pour trouver un emploi qui les éloigne de leurs parents, ce qui complique encore leur prise en charge. Près d'un ménage sur cinq est actuellement composé d'au moins trois générations, mais cette tradition pourra-t-elle résister longtemps aux contraintes de la vie moderne ?

Quant à l'éventualité d'un report de l'âge de la retraite, relativement précoce (60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes), elle est provisoirement écartée. Tout au moins pour les hommes. Le gouvernement envisage de retarder le départ des femmes pour le fixer au même niveau que celui de leurs collègues masculins.

D'une façon plus générale, le pouvoir peine à s'accommoder du vieillissement de sa population. Si le pays veut conserver, à l'avenir, un rythme de croissance soutenu, il devra réorganiser sa fiscalité pour financer la prise en charge durable de son troisième âge et lui garantir ainsi un niveau de vie décent. Il ne pourra sans doute pas non plus échapper à une restructuration de son économie, en l'axant davantage sur les services et la consommation intérieure, notamment celle des seniors.

Une majorité de Chinois épargnés par la politique de l'enfant unique

Si le vieillissement s'impose comme un défi majeur pour la société et l'économie chinoises, il n'est pas le seul. Car la Chine doit aussi faire face à un déficit croissant de femmes dans sa population alors que les autorités continuent à limiter les naissances. Certes, à l'heure actuelle, seuls 36 % des couples sont soumis à la règle de l'enfant unique. Dans les campagnes de dix-neuf provinces (4), ils sont autorisés à avoir un second enfant si le premier est une fille — ce qui concerne 53 % de la population. Les 11 % restants, pour la plupart des couples issus des minorités ethniques, peuvent en avoir deux ou plus quel que soit le sexe du premier.

Il reste qu'on estime à 60 millions le nombre de femmes manquantes. Ce déficit résulte d'une forte préférence des Chinois pour les fils qui les conduit, dans certains cas, à éliminer leurs filles soit par des avortements, soit, après leur naissance, par des inégalités de traitement débouchant souvent sur un décès prématuré. La Chine est ainsi devenue le pays du monde comptant la plus forte proportion d'hommes dans sa population (105,2 pour 100 femmes en 2010 (5)). D'un point de vue strictement démographique, la situation des femmes est la plus mauvaise qui soit (6).

Or un tel déséquilibre entre les sexes n'a rien d'anodin. D'abord, en termes de croissance démographique stricto sensu : qui dit moins de femmes aujourd'hui dit moins de naissances demain, et donc une croissance encore ralentie. On estime ainsi qu'à l'horizon 2050 près de 20 millions de naissances n'auront pu survenir du seul fait du déficit féminin. Cette situation atypique contraindra également un nombre croissant d'hommes au célibat : entre 1 et 1,5 million de Chinois pourraient chaque année ne pas se marier, faute de partenaires.

L'économie chinoise risque d'être directement touchée. Dans l'industrie, qui apporte la moitié des richesses, les femmes sont surreprésentées. Elles sont majoritaires dans les usines qui produisent des jouets, des textiles ou du petit matériel électronique. Dans

l'agriculture, de plus en plus délaissée par les hommes, elles compteraient aujourd'hui pour plus des deux tiers de la main-d'œuvre.

A l'avenir, la population active deviendra de plus en plus masculine : 54 % d'hommes chez les 15-49 ans en 2050, contre 51 % actuellement. Soit au bas mot, dans cette tranche d'âge, 100 millions de femmes en moins sur le marché du travail (7). A terme, cela pourrait entraîner une pénurie de main-d'œuvre dans les secteurs industriel et agricole.

Au-delà de ces aspects économiques, la question posée est celle du respect des droits des femmes et de l'égalité entre les sexes — une problématique aujourd'hui relativement délaissée.

Dans les prochaines décennies, la Chine devra donc résoudre deux problèmes d'envergure : pallier les effets du vieillissement de sa population et remédier à sa masculinisation. Une solution globale consisterait à mettre un terme à la politique de contrôle des naissances pour relancer la natalité. En rajeunissant la pyramide des âges, cela permettrait non seulement de ralentir le vieillissement, mais encore de réduire la propension des couples à éliminer leurs filles, et donc d'endiguer progressivement la masculinisation.

A Shanghai, près d'un habitant sur quatre a d'ores et déjà plus de 60 ans et une pénurie de main-d'œuvre commence à se faire sentir dans certains secteurs. Elle sert de « ville test ». C'est la seule municipalité du pays à mener des campagnes de sensibilisation encourageant activement une partie des couples (ayant été eux-mêmes enfants uniques) à donner naissance à un second enfant. Effort méritoire... mais sans effet. La fécondité y reste parmi les plus faibles du monde : 0,7 enfant par femme en 2005 !

Autant dire que, si le contrôle sur les naissances devait être relâché, il n'est pas certain que cela suffise à juguler le vieillissement de la population chinoise. Contraintes de la vie moderne et hausse des coûts pour l'éducation et l'entretien des enfants obligent, la plupart des couples sont amenés à se limiter d'eux-mêmes. Incontestablement, la solution passe par une réforme en profondeur du système de protection sociale et de l'économie afin d'absorber ces nouvelles contraintes démographiques.

Isabelle Attané

Démographe et sinologue à l'Institut national d'études démographiques (Ined), Paris, auteure notamment des essais *En espérant un fils... La masculinisation de la population chinoise*, INED-PUF, Paris, 2010, et *Au pays des enfants rares. Vers une catastrophe démographique chinoise*, à paraître chez Fayard en 2011.

(1) Lire Martine Bulard, « Pékin cherche à concilier puissance et stabilité », *Le Monde diplomatique*, mars 2011.

(2) Hors Europe de l'Est.

(3) Cf. Evelyne Durville-Feer, « Démographie et dépendance au Japon », Institut Silver Life, Paris, 30 mai 2007.

(4) La Chine compte 22 provinces (Pékin considère Taïwan comme une 23e province), 5 régions autonomes, 4 « municipalités » et 2 régions spéciales.

(5) Il s'agit du rapport de masculinité moyen, issu du dernier recensement chinois. Mais, selon l'ONU, ce rapport serait de 108 pour la Chine et de 107 pour l'Inde.

(6) Lire notamment « L'Asie manque de femmes », *Le Monde diplomatique*, juillet 2006.

(7) Dans le même temps, la population des hommes de 15-49 ans n'aura diminué que de 80 millions environ.

La Russie en voie de dépeuplement

Natalité en berne, forte mortalité, peur des immigrants... La Russie fait face à une récession démographique confirmée par le recensement de 2010. Ce phénomène donne la mesure du traumatisme lié à l'effondrement de l'Union soviétique.

par **Philippe Descamps**, juin 2011

Nul besoin d'aller chercher dans des régions inaccessibles, au climat extrême, l'illustration de la crise démographique russe. A quelques heures de Moscou, la région de Tver (Kalinine entre 1931 et 1990) a enregistré durant la dernière décennie plus de deux décès pour chaque naissance. Selon les premiers résultats du recensement de l'automne 2010, cette région ne compte plus que 1,32 million d'habitants. En vingt ans, elle a perdu 18 % de sa population, soit plus de 300 000 personnes.

Dans le train régional (Elektrichka) en provenance de Moscou, des femmes âgées et seules se succèdent pour vendre à la sauvette quelques ustensiles de cuisine et compléter leur maigre retraite. Sur les divagations gelées de la Volga, de nombreux pêcheurs creusent des trous dans la glace. Et s'ils bravent le froid, ce n'est pas pour le folklore... L'harmonie de couleurs dégagée par les villages d'isbas tranche avec l'austérité des barres de béton qui encerclent la capitale. Mais la plupart de ces maisons en bois sont vides depuis longtemps : « *La moitié des 9 500 villages de la région ont moins de dix habitants permanents* », indique Anna Tchoukina, géographe à la faculté de Tver (1).

Les hommes de Tver meurent plus jeunes que les Haïtiens

Depuis l'effondrement de l'Union soviétique, fin 1991, la Russie a perdu près de 6 millions d'habitants. Le retour des Russes naguère installés dans les « républiques sœurs » et un solde migratoire positif n'ont pu que limiter les effets d'un solde naturel très négatif. Sur un territoire grand comme deux fois le Canada ou la Chine (trente fois la France), la Russie ne compte plus que 142,9 millions d'habitants (2). « *Sa plus grande pauvreté, c'est la faiblesse de sa population sur un territoire immense* », confirme M. Anatoly Vichnevski, directeur de l'Institut de démographie de l'université d'Etat de Moscou.

Les projections les plus pessimistes des Nations unies évoquent une population ramenée à 120 millions d'habitants en 2025 (128,7 millions pour le scénario moyen), avant un déclin plus rapide ; le dernier scénario moyen du service des statistiques de l'Etat fédéral (Rosstat), lui, table sur 140 millions à cet horizon.

Dans son discours annuel à la Douma, le 10 mai 2006, l'ancien président Vladimir Poutine élevait la démographie au rang de « *problème le plus aigu* » du pays, et fixait trois priorités : « *D'abord, nous devons réduire la mortalité. Ensuite, nous avons besoin d'une politique d'immigration pertinente. Et enfin, il nous faut augmenter notre taux de natalité.* » Devant la relative insouciance de la population, les médias et les décideurs

insistent sur la natalité — domaine consensuel — et ne pointent pas les contradictions d'une nouvelle Russie fortement inégalitaire.

Même en plein hiver, dans les rues piétonnes enneigées de Tver ou sur les bords de la Volga, on croise de nombreuses poussettes, sur roues... ou sur patins. Dans son bureau du département de santé publique, la responsable de la protection de l'enfance, Mme Lydia Samochkina, est optimiste : « *Nous voyons de plus en plus de familles avec deux ou trois enfants. La natalité a cessé de diminuer depuis quatre ou cinq ans. Aujourd'hui, l'économie va mieux. L'Etat et la région les aident.* »

La nouvelle politique nataliste du gouvernement n'est pas sans évoquer l'exaltation de la « famille socialiste » à l'époque soviétique. Le « capital maternel » (*lire « Un "capital maternel" à partir du deuxième enfant »*) permet de réserver l'essentiel des aides aux parents de familles nombreuses. En apparence, cela a porté ses fruits, puisque le nombre de naissances augmente depuis 2007. Le taux de natalité, qui était tombé à 8,6 ‰ (enfants pour mille habitants) en 1999, est remonté à 12,6 ‰ en 2010. Durant la même période, l'indice synthétique de fécondité est passé de 1,16 enfant par femme à 1,53.

Pourtant, les démographes restent sceptiques. Le plus souvent, les incitations financières ne font qu'avancer les projets de conception. Ainsi, la politique nataliste de M. Mikhaïl Gorbatchev, à la fin des années 1980, a d'abord permis une remontée de la fécondité, avant un déclin plus marqué. Sur le long terme, la natalité évolue en Russie comme dans la plupart des pays industrialisés. Avec la révolution culturelle de la maîtrise des naissances, l'indice synthétique de fécondité est tombé sous le seuil de renouvellement des générations dès le milieu des années 1960. Seule différence avec l'Ouest, la faible diffusion des méthodes de contraception : les autorités entretenaient la méfiance à l'égard de la pilule, et les femmes russes ont eu massivement recours à l'avortement. Autorisé à partir de 1920, interdit par Joseph Staline en 1936, celui-ci fut à nouveau légal à partir de 1955, les statistiques restant secrètes jusqu'en 1986. Toutefois, on estime que la Fédération de Russie a enregistré jusqu'à 5,4 millions d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) en 1965. On a compté plus de quatre IVG par femme jusqu'au milieu des années 1970. Il a fallu attendre la fin de l'URSS pour une diffusion plus large de la contraception. Depuis 2007, le nombre d'avortements est inférieur à celui des naissances et continue de diminuer (1,29 million en 2009).

Si la faible natalité de la Russie ne détonne guère en Europe, la mortalité, très élevée — en particulier chez les hommes —, représente un cas d'espèce. Avec une espérance de vie à la naissance de 62,7 ans en 2009 (74,6 pour les femmes), les hommes russes sont les plus mal lotis du continent, et restent bien en dessous de la moyenne mondiale (66,9 ans en 2008). Alors que les Occidentaux ont gagné une dizaine d'années d'espérance de vie depuis le milieu des années 1960, les Russes n'ont toujours pas retrouvé leur niveau... de 1964 !

A Tver, tous les interlocuteurs préfèrent mettre en avant l'exil des jeunes vers la capitale, distante de moins de deux cents kilomètres, pour expliquer la baisse de la population. Il est vrai que les plus entreprenants prennent le chemin de Moscou ou de Saint-Pétersbourg pour y trouver un meilleur salaire et un travail plus intéressant. Mais ce départ est largement compensé par l'immigration en provenance des autres régions et d'Asie centrale. La raison principale du déclin dans la région est bien la mortalité

masculine, avec une espérance de vie des hommes (58,3 ans en 2008) inférieure à celle du Bénin ou de Haïti (3).

Dans les années 1950, la Russie a fait des progrès très rapides en matière de lutte contre les maladies infectieuses. Grâce au suivi sanitaire, à la vaccination et aux antibiotiques, les pays communistes avaient quasiment rattrapé leur retard sur les pays occidentaux à l'arrivée de Leonid Brejnev, en 1964. Mais, depuis, l'écart n'a cessé de se creuser, au point de devenir plus important qu'au début du XXe siècle... Le système de santé n'était pas une priorité du régime soviétique entré dans une période de stagnation économique. Il s'est montré très peu efficace contre les affections modernes comme le cancer ou les maladies cardiovasculaires. La planification a conduit à développer la quantité plutôt que la qualité des soins, et les moyens alloués à la modernisation des installations ou à la valorisation des professions médicales sont restés insuffisants. Le pouvoir soviétique s'est également montré incapable de responsabiliser les individus quant à leur hygiène de vie.

Le retour de l'Etat a permis d'importants progrès

Après l'effondrement de l'Union soviétique, entre 1991 et 1994, les Russes ont perdu près de sept ans d'espérance de vie. Si la hausse de la mortalité a affecté tous les anciens pays communistes, elle s'avère plus brutale et plus durable à mesure que l'on progresse vers l'est. Cette évolution ne peut s'expliquer sans revenir au chaos de l'époque Eltsine (1991-1999). « *La population aurait subi un choc qui n'est comparable qu'à ce que la population soviétique a subi entre 1928 et 1934* », estime Jacques Sapir (4), qui fait référence à la grande famine en Ukraine. En 1998, le produit intérieur brut (PIB) ne représentait plus que 60 % de celui de 1991 ; le niveau des investissements atteignait moins de 30 %. La Russie capitaliste n'a retrouvé qu'à la fin des années 2000 un revenu équivalent à celui de la fin de la Russie soviétique (5).

C'est la période de la prédation des biens publics et du pillage des ressources naturelles au profit d'une petite poignée de privilégiés, le plus souvent issus de l'ancienne nomenklatura. Les choix de ses premiers dirigeants, conseillés par des Occidentaux — dont l'Américain Jeffrey Sachs ou les Français Daniel Cohen et Christian de Boissieu (président du Conseil d'analyse économique) —, ont fait de la Russie le pays d'Europe où les inégalités sont les plus fortes, et parmi les plus élevées du monde.

Ce délabrement s'est accompagné d'un débordement des morts violentes. Actuellement, le taux de suicide des hommes se situe au deuxième rang mondial, et le taux de mortalité sur la route (33 000 morts par an) est le plus élevé d'Europe, tout comme le taux d'homicide (6). Déboussolés, devenus craintifs, les Russes ont aussi perdu leur « capital social », leurs réseaux de relations. La Russie est parmi les pays du monde où l'on rencontre le moins de membres actifs dans les associations. C'est vrai même en matière de sport, explique Anna Piounova, journaliste pour un site consacré à la montagne : « *A l'exception de la classe privilégiée, les Russes ne se préoccupent plus de leur condition physique. La Russie reste bien placée dans les compétitions du fait de sa politique élitiste de sélection précoce, mais il n'y a plus de sport de masse.* »

La vodka demeure le problème de santé publique numéro un. Après les restrictions imposées sous M. Gorbatchev, la consommation a repris de plus belle dans les années 1990. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), près d'un homme sur

cinq meurt de causes liées à l'alcool (un sur seize, en moyenne, au niveau mondial). La Russie est le pays d'Europe où l'on absorbe le plus d'alcools forts, et dans des proportions qui dépassent très souvent l'ivresse.

En Extrême-Orient, une lutte permanente contre le vide

Pour saisir le choc des classes dans la nouvelle Russie, il suffit de rentrer à Moscou par le Sapsan (« Faucon pèlerin »), le nouveau TGV russe. Tandis que la plèbe s'entasse dans les wagons délabrés de l'Elektrichka, les « nouveaux Russes » pianotent confortablement sur leurs tablettes électroniques, en roulant à 250 km/h. Pour gagner trente minutes sur le trajet, il faut pouvoir payer six fois plus cher ! Pendant que cette nouvelle nomenklatura passait ses vacances sur la Côte d'Azur ou les bords de la mer Noire, l'épisode caniculaire de l'été 2010 dans le district de Moscou et dans le Sud a démontré l'inefficacité du système de santé, avec un excédent de 55 000 décès par rapport à l'été précédent.

Dans le domaine de l'éducation et de la santé, les « nouveaux Russes » font appel à des services privés coûteux et de qualité, tandis que la grande majorité doit se contenter du secteur public, fortement dégradé. Dans le classement de l'Organisation des Nations unies (ONU) selon l'indice de santé, la Fédération de Russie n'arrive qu'au 122e rang, avec un indice inférieur au niveau de 1970.

En remplaçant le système étatique centralisé par une assurance-maladie obligatoire, financée par des cotisations salariales, la réforme de la santé de 1993 devait remédier au sous-financement chronique et au gaspillage. L'introduction d'une décentralisation non maîtrisée et la mise en concurrence des compagnies d'assurance privées se sont avérées inefficaces et coûteuses. Pour répondre aux défis sanitaires du monde moderne, les pays industrialisés ont augmenté leurs dépenses publiques et privées : elles dépassent 10 % du PIB dans la plupart des pays développés (11 % en France, 16 % aux Etats-Unis). Déjà très faibles en Russie avant 1991, elles sont tombées à 2,7 % du PIB en 2000, avant de remonter à 4,5 % en 2010 (7).

Le redressement économique des dernières années et le retour de l'Etat ont tout de même permis que des progrès interviennent. Grâce à des programmes spécifiques visant à instaurer une meilleure couverture du territoire pour les soins cardiaques ou les urgences routières, les maladies cardio-vasculaires et les décès après accident sur la route commencent à refluer. La mortalité infantile a été divisée par deux en quinze ans et rejoint le niveau des pays occidentaux (7,5 ‰ en 2010). A Tver, le centre périnatal est déjà bien équipé, et un centre cardio-vasculaire est en travaux — cinq sont prévus dans la région.

La politique de santé prend actuellement un virage attendu de longue date. Depuis le 1er janvier 2011, un rattrapage substantiel est lancé, les cotisations maladie passant de 3,1 % à 5,1 % du salaire : « *Cette mesure devrait permettre de dégager 460 milliards de roubles supplémentaires [11,5 milliards d'euros] pour le fonds national d'assurance-maladie. Ces sommes seront affectées en premier lieu à la réhabilitation et à l'informatisation des centres de santé, puis à l'élévation des standards de soin* », explique Mme Sophia Malyavina, première conseillère de la ministre fédérale de la santé. Un changement déterminant va être apporté avec la création de 500 centres pour

les premiers diagnostics. Les Russes vont pouvoir réellement choisir leur médecin, sans avoir pour autant à dépenser une fortune.

Un immense chantier reste ouvert pour ce qui concerne la prévention. La médecine du travail a été revalorisée ; un passeport santé permet aux adolescents de faire un bilan régulier complet. Des « écoles de santé » dispensent des recommandations aux personnes âgées. Signe d'un renversement de l'approche : Moscou accueillait fin avril 2011 la première conférence ministérielle mondiale sur les « modes de vie sains et la lutte contre les maladies non transmissibles ». Malgré la multiplication des programmes, on voit mal cependant comment l'état sanitaire pourrait s'améliorer sans une évolution des conditions sociales ; or la réduction des inégalités par le soutien aux plus démunis (personnes seules, retraités, ruraux) et une politique fiscale plus redistributive ne semblent pas à l'ordre du jour.

A l'exception de quelques régions pétrolifères de Sibérie occidentale et de Moscou, qui affiche ses ambitions de « métropole mondiale » et a gagné plus de 1,5 million d'habitants en vingt ans (11,5 millions au dernier recensement), le district qui voit sa population augmenter le plus fortement est celui du Sud. Les peuples montagnards du Caucase du Nord, qui font si peur aux Russes depuis les guerres de Tchétchénie, sont aussi ceux qui ont le plus d'enfants.

L'éternel défi du développement de l'espace russe bute sur la nécessité de ne pas en rester à une économie de rente pétrolière. L'abandon progressif des ambitions industrielles pour la seule exploitation du sous-sol creuse les inégalités entre les régions riches en ressources naturelles et les autres. Située au nord du cercle polaire, la région de Mourmansk, par exemple, a perdu le quart de sa population en vingt ans. Celle de Magadan, marquée à jamais par les goulags de la Kolyma, n'abrite plus que le tiers de sa population de l'époque soviétique. Sur un territoire plus vaste que l'Union européenne, l'Extrême-Orient russe ne compte plus que 6,4 millions d'habitants (— 20 %) et voit s'aggraver sa « *lutte permanente contre le vide* (8) ». La densité n'y représente même pas le centième de celle du voisin chinois.

Le destin des *monograd*, les villes de mono-industries, reste également en suspens. Répondre à la pollution et à l'obsolescence des fonderies de cuivre de Karabache, des hauts-fourneaux de Magnitogorsk ou des dizaines de villes semblables, exigerait des investissements colossaux — à tel point que l'on évoque régulièrement la « *délocalisation en masse des chômeurs* (9) » vers des villes plus diversifiées ou des métropoles régionales.

La question de l'immigration est marquée par l'ambiguïté du pouvoir, qui cherche à répondre au défi démographique tout en flattant une opinion repliée sur un nationalisme ethnique, dans un contexte de montée de la xénophobie. Le premier ministre Poutine exalte ainsi le retour des « compatriotes » et une immigration choisie, « *éduquée et respectueuse des lois* ». Sont pourtant taris depuis longtemps les réservoirs de « *pieds-rouges* » : les Russes installés dans les anciennes républiques soviétiques voisines qui voulaient « se rapatrier » l'ont déjà fait dans les années 1990. Les volontaires proviennent en premier lieu des régions déshéritées d'Asie centrale (Ouzbékistan, Kazakhstan, Tadjikistan) et du Caucase. Ils travaillent le plus souvent dans la construction et l'entretien des routes, dans des conditions difficiles.

« *La Russie a toujours été multiculturelle*, dit Alexander Verkhovsky, du Centre Sova, qui étudie les dérives xénophobes. *En URSS, on partageait une citoyenneté, mais aussi*

une langue et une formation. Aujourd'hui, les migrants, même quand ils viennent de républiques russes, sont de plus en plus éloignés de la société russe. La peur fait que tous ceux qui n'ont pas l'air russes sont perçus comme des extraterrestres. »

L'hypocrisie touche à son comble avec l'immigration clandestine. Celle-ci fait l'objet de dénonciations unanimes, sans que rien ne soit fait pour s'attaquer aux filières d'exploitation, ni pour mettre en place un programme d'intégration digne de ce nom.

La société russe ne semble pas prête à lancer une politique d'immigration ambitieuse. L'inertie des phénomènes démographiques est pourtant telle qu'elle ne pourra espérer renverser l'évolution, ni se contenter de l'atténuer ; elle devra aussi envisager des mesures d'adaptation à un dépeuplement endogène en bonne partie irréversible.

Philippe Descamps

Journaliste.

- (1) Cf. Alexandre Tkatchenko, Lydia Bogdanovo et Anna Tchoukina, *Problèmes démographiques de la région de Tver* (en russe), faculté de géographie de Tver, 2010.
- (2) Résultats préliminaires du dernier recensement d'octobre 2010. Les autres données sur la population proviennent des annuaires démographiques de la Russie et du service des statistiques de l'Etat fédéral, Rosstat.
- (3) Indicateurs de la Banque mondiale, 2008.
- (4) Jacques Sapir, *Le Chaos russe*, La Découverte, Paris, 1996.
- (5) Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), UNdata.
- (6) OMS, 2009, et *European Sourcebook of Crime and Criminal Justice Statistics*, 4e édition, Boom Juridische uitgevers, La Haye, 2010.
- (7) Annuaire statistique de la santé publique en Russie, 2007, et ministère de la santé, février 2011.
- (8) Cédric Gras et Vycheslav Shvedov, « Extrême-Orient russe, une incessante (re)conquête économique », *Hérodote*, n° 138, Paris, août 2010.
- (9) *Moscow Times*, 17 mars 2010.

Glossaire

Age médian. — Age qui partage les individus d'un pays (ou d'une région) en deux groupes d'effectifs égaux. En France métropolitaine, l'âge médian en 2010 est de 40,1 ans : la moitié de la population a moins de 40,1 ans ; l'autre moitié plus de 40,1 ans.

Classes creuses. — Générations dont les effectifs sont moins nombreux que ceux des classes d'âge précédentes et suivantes. Cela peut être dû à des guerres et/ou à une baisse de la fécondité.

Densité. — Rapport de l'effectif d'une population à la superficie du territoire sur lequel elle habite ; elle s'exprime par le nombre d'habitants par kilomètre carré (hab./km²). La densité la plus élevée est de 16 235 hab./km² à Monaco, la plus basse de 1,8 hab./km² en Mongolie ; en France, elle s'établit à 114 ; aux Etats-Unis, à 31.

Dépeuplement. — Diminution du nombre d'habitants sur un territoire.

Dépopulation. — Déficit des naissances par rapport aux décès. On parle aussi de taux d'accroissement naturel négatif puisque le nombre de naissances est inférieur à celui des

décès. La dépopulation n'entraîne pas de dépeuplement si le solde migratoire la compense.

Espérance de vie à la naissance. — Nombre d'années qu'un groupe de personnes peut s'attendre à vivre, en moyenne. Ainsi, en France, l'espérance de vie à la naissance était de 45 ans en 1900, de 79 ans un siècle plus tard et de 81,6 ans en 2010.

Espérance de vie en bonne santé. — Nombre d'années qu'un groupe de personnes peut s'attendre à vivre, en moyenne, sans handicap majeur. En France, l'espérance de vie en bonne santé à la naissance est estimée à 63,3 ans (64,3 ans pour les femmes et 62 ans pour les hommes).

Gérontocroissance. — Augmentation du nombre de personnes âgées dans une population considérée.

Hiver démographique. — Situation d'un pays dont le taux de natalité continue de baisser à la fin de la transition démographique (*lire la définition*), alors que le taux de mortalité se stabilise — cela accentue le vieillissement des populations à un rythme plus ou moins rapide.

Indice synthétique de fécondité. — Indice statistique (exprimé en enfants par femme) calculé en faisant la somme des taux de fécondité par âge. Pour la France métropolitaine, en 2008, il est de 1,98 enfant par femme, ou plus précisément de 19 882 enfants pour 10 000 femmes. Ce chiffre résulte de l'addition du taux de fécondité des femmes de 15 ans (5 naissances pour 10 000 femmes de cet âge), de ceux des femmes de 16 ans (19 pour 10 000), de 17 ans... jusqu'au taux de fécondité des femmes de 49 ans (1 pour 10 000).

Pyramide des âges. — Représentation de la répartition par âge et par sexe d'une population. Ce sont en général deux graphiques juxtaposés qui séparent les femmes des hommes. Verticalement, on trouve les tranches d'âge et horizontalement, les effectifs de population dans chaque tranche d'âge. On parle de pyramide des âges inversée quand le nombre d'enfants est moins élevé (le bas de la pyramide devient plus mince) que le nombre de personnes âgées (la pyramide s'épaissit au sommet).

Rapport de dépendance totale. — Nombre des jeunes (enfants, adolescents) et des personnes âgées rapporté à la population adulte en âge de travailler. Les premiers dépendent des seconds pour assurer leur santé et leur bien-être.

Rapport de masculinité moyen (*sex ratio*, en anglais). — Les effectifs masculins d'une population rapportés à 100 personnes de sexe féminin. Il est de 93 en Europe, de 97 en Amérique du Nord, de 107 en Inde et de 108 en Chine, selon l'ONU.

Rapport de masculinité à la naissance. — Les effectifs nouveau-nés masculins rapportés aux nouveau-nés féminins dans une population considérée. Dans nombre de pays asiatiques (Chine, Inde...), la préférence pour le garçon a déséquilibré ce rapport.

Régime démographique. — Ensemble des caractéristiques de la natalité et de la mortalité d'un pays et la façon dont elles se combinent.

Seuil de simple remplacement des générations. — Indice de fécondité nécessaire pour que les femmes d'une génération soient remplacées par un nombre égal à la génération suivante, donc une trentaine d'années plus tard. Dans les pays où les mortalités infantiles, infanto-adolescentes et maternelles sont très faibles, ce seuil est de 2,1 enfants par femme ou très légèrement inférieur, comme en France. Lorsque ces

mortalités demeurent élevées, il est supérieur ; par exemple, de 2,2 enfants en République dominicaine, 2,4 au Yémen, 2,7 en Guinée ou 3,1 au Zimbabwe.

Taux d'accroissement naturel. — Différence entre le nombre des naissances et celui des décès, rapportée à la population de l'année considérée.

Taux de mortalité. — Nombre de décès au cours d'une période (en général l'année) rapporté à la population de la période.

Taux de mortalité infantile et juvénile. — Nombre d'enfants morts avant d'atteindre respectivement l'âge de 1 et 5 ans rapporté à 1 000 naissances vivantes dans la même période.

Taux de mortalité infanto-adolescente. — Nombre de personnes d'une génération décédées entre l'âge de 1 an accompli et l'âge adulte, donc d'enfants et d'adolescents (généralement avant l'âge de 20 ans), rapporté au nombre de naissances de cette génération.

Taux de mortalité maternelle. — Nombre de femmes décédant du fait d'un accouchement ou de ses suites pour 100 000 naissances vivantes durant une année donnée.

Taux de natalité. — Nombre de naissances vivantes au cours d'une période (en général l'année) rapporté à la population moyenne de la période.

Transition démographique. — Période pendant laquelle une population passe d'un régime de mortalité et de natalité élevées à un régime de basse mortalité, puis de faible natalité. Cette période peut être de durée et d'intensité variables. Par exemple, en Suède, la transition a commencé vers 1815 pour se terminer en 1965, période pendant laquelle la population s'est multipliée par 3,5. Au Mexique, la transition n'a duré que quatre-vingt-dix ans, de 1920 à 2010 ; pendant cette période, la population a été multipliée par plus de 8.

Courrier des lecteurs à la suite de ce dossier :

Les sept pages du [dossier démographie](#) (*Le Monde diplomatique*, juin) ont suscité beaucoup de courrier.

Denis Garnier, président de l'association Démographie responsable :

Il est étonnant que ce dossier fasse l'impasse sur l'Afrique subsaharienne, lieu de 80 % de la future croissance démographique mondiale d'ici la fin du siècle. En effet, ce continent, qui compte 1 milliard d'habitants, doublera sa population durant les quarante prochaines années et devrait atteindre les 3,5 milliards en 2100, sans pour autant se stabiliser à ce niveau.

Pour son article, Gérard-François Dumont a choisi un angle d'attaque qui consiste à citer ce qu'il appelle des « poncifs », qui ont tous en commun de pousser à l'extrême certaines interrogations actuelles. Il lui est alors ensuite facile d'en montrer l'exagération et donc de discréditer tout questionnement.

Son affirmation de l'inexistence d'une population mondiale est très étonnante. Rappelons qu'il s'agit bien d'êtres humains d'une seule et même espèce, unis par une certaine solidarité, et qu'il est logique de s'intéresser à leur nombre total, ne serait-ce que pour savoir si la planète peut les alimenter, leur fournir suffisamment d'eau et d'énergie et assurer leur bien-être. N'oublions pas non plus l'existence de famines qui nécessitent que certaines régions produisent pour d'autres. Enfin, peut-on encore aujourd'hui nier l'évidence d'une population globale, à l'heure d'une économie mondialisée ?

La question de la décélération des taux de natalité (1,2 % en 2010, contre 2 % à la fin des années 1960), servant à prouver que tout s'arrange, est un raccourci pour le moins osé. En effet, les 2 % de croissance de la fin des années 1960 s'appliquaient à une population mondiale de 3,4 milliards et provoquaient donc une hausse de 65 à 70 millions d'habitants par an. Or les 1,2 % de 2010 s'appliquent à une population de 6,9 milliards, ce qui conduit à une hausse annuelle de plus de 80 millions ! (...)

Dans les pays émergents comme la Chine, le vieillissement est en grande partie lié aux excès de natalité des périodes antérieures : tout baby-boom provoque un papy-boom soixante-dix ans après. Et, sauf à vivre en baby-boom permanent, il y a bien un moment où il faut solder cette situation. De plus, la solution de relance de la natalité préconisée au Nord serait une aberration sur le plan environnemental, du fait de l'empreinte écologique déjà excessive de cette partie du monde.

C'est d'ailleurs la non-évocation de l'aspect écologique de la question démographique qui est le grand point faible de ce dossier. Comment peut-on, en 2011, éluder le problème de la perte de la biodiversité en général et celle de la faune sauvage en particulier ? Les 97 % de tigres éliminés depuis le début du XXe siècle, notamment du fait de notre expansion, doivent-ils être simplement passés par pertes et profits, sans plus nous émouvoir ? (...)

Mme Mireille Grosjean (Les Brenets, Suisse) :

Je suis surprise de ne pas trouver dans un tel dossier, excellent par ailleurs, le fait que la population de l'Afrique a dépassé le milliard. De plus, une petite phrase explicative serait la bienvenue sur la constatation que la forte natalité de l'Afrique est due au fait que ce continent ne connaît aucune sécurité sociale : ce sont donc les enfants qui entretiennent leurs parents âgés. Bien sûr, les enfants coûtent quand ils sont en bas âge ; mais ils sont une source de revenus trente ans plus tard une fois insérés dans la vie professionnelle. Dans l'ensemble du dossier, l'Afrique est pratiquement inexistante.

De son côté, M. Jérôme Balleydier, de Saint-Leu (La Réunion), a trouvé le dossier « passionnant », mais déplore une lacune :

Je suis assez étonné de constater qu'il n'est que peu mentionné la dépendance aux ressources naturelles permettant à l'humanité de vivre et d'évoluer (se nourrir, mais aussi se déplacer, se soigner, communiquer, s'éduquer, s'émanciper) au cours de son histoire, et notamment la dépendance au pétrole pour l'histoire contemporaine.

Il me semble que l'explosion démographique du XXe siècle est profondément liée à la découverte, puis à l'exploitation du pétrole. Toutes les économies productivistes passées ou présentes reposent sur le pétrole, qui fait partie, sans que nous le remarquions, de notre environnement familier : transport des biens et des personnes, élevage, agriculture, santé, industrie lourde et légère, communication (il faut dix fois le poids d'un ordinateur en pétrole pour le produire). Bien entendu, l'alimentation mondiale est

complètement dépendante de l'or noir (élevage, agriculture, transport). Il est pour le moins primordial de se poser la question : comment va-t-on nourrir les neuf milliards d'individus prévus en 2050, sachant que le pétrole bon marché sera déjà très loin derrière nous ?

Mme Karine Moussicah (Marseille) se félicite de la diversité des approches :

Vous avez le courage de parler de questions qui ne sont jamais traitées, ou alors très mal. C'est une très bonne idée d'avoir fait un dossier détachable. Je l'ai lu de bout en bout et je vais le garder. Quelquefois j'ai des difficultés à comprendre vos cartes, mais là je les ai trouvées très lisibles et elles permettent tout de suite de fixer les idées. J'ai découvert beaucoup de choses avec les deux pages sur la Russie, car j'étais loin de m'imaginer un tel désastre, et avec celles sur la Chine.

Ce que j'ai le plus apprécié, c'est que vous ne soyez pas dans le courant dominant qui veut que la planète soit menacée... par les êtres humains, trop nombreux, trop consommateurs, trop exigeants, trop prolifiques, trop tout. Cela fait du bien de lire Gérard-François Dumont, qui montre que si l'on casait neuf milliards d'habitants en totalité sur le territoire américain, la densité y serait encore inférieure à celle de l'Ile-de-France aujourd'hui.

Quant à M. Stéphane Boutot (courrier électronique), il y a décelé un parti pris qui, selon lui, n'est pas assumé :

Lorsque, dans l'article intitulé « Une planète trop peuplée ? », Georges Minois met en confrontation Malthus d'un côté et Marx et Proudhon de l'autre, avec des arguments un peu simplistes, du style « *compter les individus avec Malthus ou répartir les richesses avec Marx* », il ne prend pas en compte le concept d'empreinte écologique développé dans [*le magazine*] *Terra éco* par, entre autres, Yves Cochet. Ce ne serait pas les richesses que nous répartirions, mais la surconsommation.

A partir du moment où il y a surconsommation (ou empreinte écologique négative, c'est-à-dire que nous consommons plus que la Terre ne peut produire), on peut légitimement aborder la démographie mondiale comme un problème parmi d'autres pour la survie de l'espèce... et de la Terre en général. (...) Votre dossier n'en apporte pas moins de nouveaux éléments intéressants, et, en cela, il contribue à l'enrichissement du débat sur ce sujet sensible.